

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 29/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SDSP

Complexe Pétrolier
CHEMIN DE MAUPAS
38200 Villette-de-Vienne

Références : 2024-Is045SPF
Code AIOT : 0006103259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement SDSP implanté Complexe Pétrolier CHEMIN DE MAUPAS 38200 Villette-de-Vienne. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "coup de poing" relative aux rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDSP
- Complexe Pétrolier CHEMIN DE MAUPAS 38200 Villette-de-Vienne
- Code AIOT : 0006103259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SDSP (Société de Dépôt de Saint-Priest), filiale du groupe Rubis Terminal, exploite sur le complexe pétrolier de Villette-de-Vienne un dépôt d'hydrocarbures liquides.

Le site est classé Seveso Seuil Haut selon son régime de nomenclature ICPE. Ses réservoirs sont approvisionnés par pipeline (via le site de SPMR de Villette-de-Vienne). Par convention, le site confie la gestion et l'exploitation de son dépôt à la société SPMR.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 « coup de poing » : rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
1	Schéma des	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
	réseaux	02/02/1998, article 4-II		
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés et analyses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté préfectoral n°94-3764 du 05 juillet 1994	Sans objet
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit procéder à un contrôle de ses réseaux d'effluents et une mise à jour du plan des réseaux pour démontrer que tous les effluents susceptibles d'être pollués sont traités par le décanteur avant leur rejet au réseau pluvial communal.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas encore fait réaliser sa première campagne d'analyse des PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté ministériel du 02/02/1998</u> <u>Article 4</u> <i>[...] II. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]</i> <u>Article 43</u>

[...] 2° Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

> Arrêté préfectoral n°71-5269 du 12 juillet 1971

Article 1^{er} – I

[...] 2° [...] En aucun cas, les eaux pluviales et les hydrocarbures déversés accidentellement ne devront être rejetés directement à la rivière La Sévenne.

L'effluent provenant soit des eaux de lavage, soit des eaux pluviales devra avant le rejet dans La Sévenne, passer dans un décanteur-déshuileur. La cuvette de rétention devra être dotée de décanteurs-déshuileurs permettant de traiter les effluents ; il devra en être de même pour les égouttures provenant du poste de chargement.

> Arrêté préfectoral n°94-3764 du 05 juillet 1994

4.3 [...] Ce réseau de collecte [Le réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles d'être polluées] ne comportera pas de liaison directe vers le milieu récepteur permettant le rejet sans traitement.

Constats :

Le site ne génère pas de rejets de process, uniquement des eaux pluviales.

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le plan des réseaux d'effluents aqueux du site. Le plan est daté du 17/02/2016. Il fait apparaître le décanteur et les regards.

Le site dispose de deux points de rejets :

- un point de rejet principal n°1 situé en aval du décanteur
- un point de rejet n°2 au pied du merlon à l'angle nord-est de la pomperie boosting.

Les deux points de rejets rejoignent le réseau pluvial communal, puis le ruisseau La Sévenne.

L'exploitant indique que tous les rejets du site, à l'exception de la zone au nord-est de la pomperie boosting, passent par le décanteur avant leur sortie du site.

Le plan des réseaux montrent toutefois un embranchement qui permet de by-passer le décanteur. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un passage en cas de trop-plein. Lors de la visite, l'Inspection a effectivement pu constater que l'écoulement gravitaire envoie les effluents vers le décanteur et que le système de trop-plein, en U inversé, ne peut être utilisé qu'en cas de grande hauteur d'eau dans le regard. Le système de trop-plein pourrait figurer sur le plan des réseaux.

Le point de rejet n°2 semble ne collecter que les eaux pluviales d'un petit secteur (hors cuvettes de rétention, hors zone de dépotage) qui a priori ne sont pas susceptibles d'être polluées. L'exploitant devra toutefois s'en assurer. En outre, le plan des réseaux n'est pas totalement cohérent avec les écoulements constatés lors de la visite au niveau de ce point de rejet.

Non conformité n°1 : Le secteur collecté au niveau du point de rejet n°2, situé au nord-est de la pomperie boosting, n'est pas bien identifié et les réseaux figurant sur le plan ne correspondent pas au cheminement réel des eaux en amont du rejet n°2. L'exploitant devra mettre à jour son plan des réseaux avec les tracés à jour des réseaux et en faisant apparaître les secteurs collectés par chaque point de rejet. Il devra également démontrer que les eaux rejetées au point de rejet n°2 ne sont pas susceptibles d'être polluées.

En outre, l'exploitant indique que le poste de chargement de camions (ILS) est relié au décanteur, or le plan des réseaux ne montre pas de réseaux entre l'ILS et le décanteur.

Non conformité n°2 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les eaux issues du

poste de chargement de camions (ILS) passent par le décanteur avant leur rejet au milieu naturel. Le plan des réseaux ne montre pas de liaison entre l'ILS et le décanteur. L'exploitant devra donc démontrer que les eaux issues du poste de chargement de camions transitent bien par le décanteur avant leur rejet et mettre à jour le plan de réseaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : <i>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</i>
Constats : Les rejets du site rejoignent le fossé du réseau pluvial communal en sortie du site. L'Inspection n'a pas constaté d'anomalie visible sur les eaux en sortie du décanteur. Le point de rejet final du réseau pluvial communal dans la rivière La Sévenne n'a pas été contrôlé lors de cette visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés et analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : <p>> <u>Arrêté ministériel du 02/02/1998</u> <u>Article 50</u> <i>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</i> <i>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</i></p> <p>> <u>Arrêté préfectoral n°94-3764 du 05 juillet 1994</u> 4.5 [...] Le dispositif de rejet sera aisément accessible et aménagé de manière à permettre l'exécution des prélèvements dans l'effluent.</p>
Constats :

L'exploitant dispose d'un point de prélèvement pour le rejet n°1 au niveau d'un regard en sortie du décanteur. Le regard est équipé d'une échelle pour permettre l'accès pour les prélèvements d'échantillons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°94-3764 du 05 juillet 1994
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté préfectoral n°94-3764 du 05 juillet 1994</u> <i>4.5 La qualité des effluents rejetés après « déshuilage » fera l'objet d'un contrôle régulier (présence d'hydrocarbures).</i>
Constats : L'exploitant indique réaliser un contrôle des rejets aqueux de son site tous les trimestres par le laboratoire CTC. Le dernier contrôle a été réalisé la semaine précédant la visite d'inspection. L'exploitant a indiqué ne pas disposer encore des résultats d'analyses. À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'analyses du contrôle précédent qui a eu lieu le 19/10/2023. Les résultats d'analyses ne montrent pas de non-conformité (concentration en hydrocarbures mesurée à 10,7 mg/l).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté ministériel du 02/02/1998</u> <u>Article 21-II</u> <i>« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</i> <u>Article 58-IV</u> <i>« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i>
> <u>Arrêté préfectoral n°94-3764 du 05 juillet 1994</u> <i>4.5 La qualité des effluents rejetés après « déshuilage » fera l'objet d'un contrôle régulier (présence d'hydrocarbures). En cas de détection de présence d'hydrocarbures, toutes dispositions seront prises pour interdire le rejet d'effluents contenant plus de 15 mg/l d'hydrocarbures (norme NFT 90.203).[...]</i>
Constats : Les résultats d'analyses du contrôle des rejets du 19/10/2023 ne montrent pas de non-conformité

(concentration en hydrocarbures mesurée à 10,7 mg/l).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : <i>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</i> <i>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</i>
Constats : <p>Les arrêtés préfectoraux encadrant l'activité du site n'imposent pas la transmission des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux à l'inspection des installations classées. L'exploitant n'a donc pas l'obligation de transmettre ses résultats d'autosurveillance sur GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : <i>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</i> <i>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</i>
Constats : <p>Prescription inadaptée au site. Le site ne rejette que des eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : <p><i>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.</i></p>

Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif aux PFAS pour l'utilisation d'émulseurs. Il disposait jusqu'au 27 mars 2024 pour réaliser sa première campagne d'analyses.

Non-conformité n°3 : L'exploitant n'a pas encore fait réaliser sa première campagne d'analyses des PFAS et n'a pas été en mesure de présenter un bon de commande pour la réalisation des campagnes. L'exploitant précisera à l'Inspection des installations classées la date de la première campagne d'analyses.

L'exploitant précise que les campagnes seront réalisées par le laboratoire CTC qui réalise l'autosurveillance des rejets du site et qui est accrédité pour les PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois